

PARIS (75) - ECOLE MILITAIRE - BAT.008 ET 009 - REHABILITATION LOURDE - CURAGE ET DEPOLLUTION DE DEUX BATIMENTS DE BUREAUX ET SALLES DEDIEES A L'ENSEIGNEMENT

Cahier des Clauses Techniques Générales – C.C.T.G. Lot n° 00 – Dépollution - Curage



PHASE DCE
Février 2025
Ind. 3

MAITRE D'OUVRAGE

SID ILE DE FRANCE
8, avenue du président Kennedy
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



MAITRISE D'ŒUVRE

**MANDATAIRE
ATELIER ACONCEPT**
14 rue Père André Jarlan
91000 Evry-Courcouronnes
Tél / 01 69 36 07 65
atelieraconcept.fr

**BET TCE
OTE**
4 rue Saint Sabin
75001 PARIS
Tél / 01 40 44 48 00
ote-ingenierie.com

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE:	23010337	Page:	2/31
0	28/01/2025	Creation	OTE INGENIERIE – Virginie LE TAN	V.LT	V.LT	V.LT				
1	03/02/2025	Màj accès site	OTE INGENIERIE – Virginie LE TAN	V.LT	V.LT	V.LT	Phase:	DCE		
2	04/02/2025	Màj	OTE INGENIERIE – Virginie LE TAN	V.LT	V.LT	V.LT				
3	06/02/2025	Màj	OTE INGENIERIE – Virginie LE TAN	V.LT	V.LT	V.LT				

SOMMAIRE

A	INTRODUCTION	4
A.1	PREAMBULE	4
A.2	OBJET DU LOT.....	4
A.3	PRÉSENTATION DU PROJET	4
A.4	PHASAGE DU CHANTIER	6
A.5	DOCUMENTS JOINTS A LA CONSULTATION.....	6
A.6	ACCES AU SITE DE PARIS ECOLE MILITAIRE	7
B	LIMITES DE PRESTATIONS	9
B.1	REGLE GENERALE.....	9
B.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
B.3	RESEAUX.....	9
B.4	LIMITES D'INTERVENTION	9
C	GESTION DES DECHETS	10
C.1	REGLE GENERALE.....	10
C.2	TRACKDECHETS	11
D	CLAUSES TECHNIQUES GENERALES.....	13
D.1	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	13
D.2	CONNAISSANCE DU PROJET	14
D.3	NORMES ET REGLEMENTS.....	14
D.4	EXECUTION DES TRAVAUX	14
D.5	ORGANISATION DU CHANTIER	15
D.6	NUISANCES.....	19
D.7	TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB.....	20
D.8	TRAVAUX EN PRÉSENCE D'AMIANTE.....	21
D.9	SUJETIONS D'EXECUTION	21
D.10	TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES	23
D.11	AUTORISATIONS.....	23
D.12	RESPONSABLE D'EXECUTION.....	23
D.13	PLANS D'EXECUTION - ETUDE DE DETAILS.....	23
D.14	DELAI D'EXECUTION ET DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	25
D.15	PROTECTION DES OUVRAGES.....	25
D.16	ORDONNANCEMENT ET COORDINATION GENERALE DES TRAVAUX	26
D.17	DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	28
D.18	BILANS - PLANS DE RECOLEMENT - DOSSIER DOCUMENTAIRE DES OUVRAGES EXECUTES (DDOE)	29
D.19	MODE DE MÉTRÉ DES TRAVAUX	30

A INTRODUCTION

A.1 PREAMBULE

Le projet concerne la réhabilitation des bâtiments 8 et 9 de l'École Militaire à Paris (75007) afin d'améliorer les conditions d'enseignements de l'École de Guerre.

Construits au milieu du 18^{ème} siècle et sur quatre niveaux (R-1, RDC, R+1 et combles aménagés), leur réhabilitation est prévue selon deux parties distinctes : la réhabilitation intérieure complète des locaux, objet du présent marché et la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment, qui sera réalisée par une maîtrise d'œuvre spécialisée (MOE ACMH).

Dans le cadre du présent marché (lot 00), les interventions incluront la gestion du retrait du plomb et de l'amiante, et le curage des bâtiments.

C'est dans le cadre d'un marché de travaux distinct (lots 01 à 07) démarrant avant la fin du présent marché que les interventions incluront les travaux ponctuels de gros œuvre, les travaux standards de menuiseries intérieures, plâtreries, fluides, VMC, isolations intérieures, revêtement de sol, peinture, courants forts et faibles (développement du numérique important), ajout d'un ascenseur, équipements mobiliers, signalétique... Et l'adaptation des aménagements extérieurs : accès / réseaux.

A.2 OBJET DU LOT

Le présent Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) définit les clauses générales liées aux travaux de désamiantage, déplombage et de curage, objet du présent lot, et est indissociable du CCTP lot 00.

Il a pour objet de décrire la nature et la position des travaux à réaliser, à savoir :

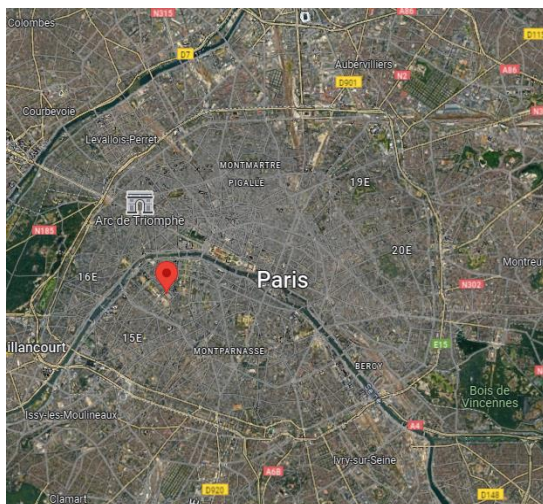
- Pré-curage avant désamiantage et déplombage
- Retrait de matériaux, équipements et matériels contenant de l'amiante
- Retrait de matériaux, équipements et matériels contenant du plomb
- Curage avant réhabilitation

A.3 PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet est réalisé pour le compte du SID Ile de France.

Il concerne la réhabilitation des bâtiments 8 et 9 de l'Ecole de Guerre sis 1-23 Place Joffre 75007 Paris

Situation du projet

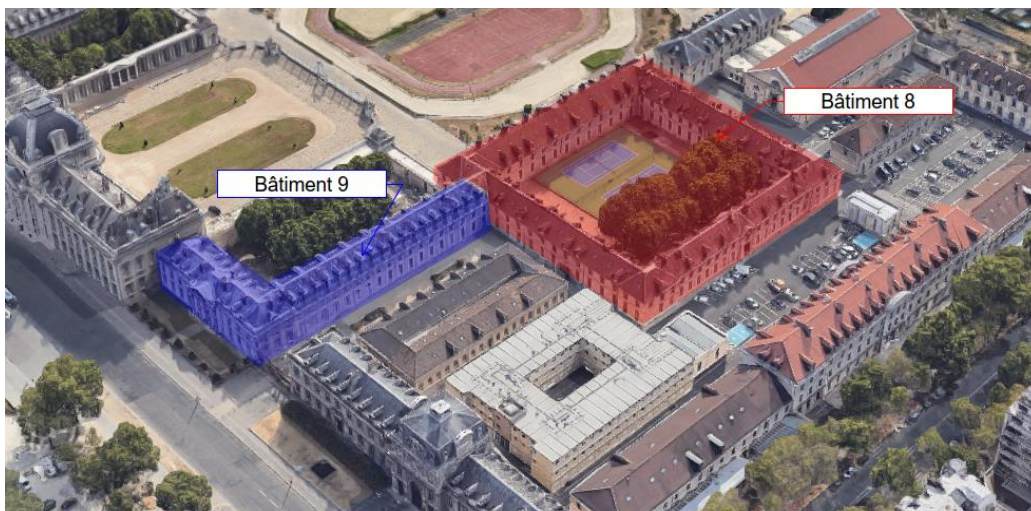
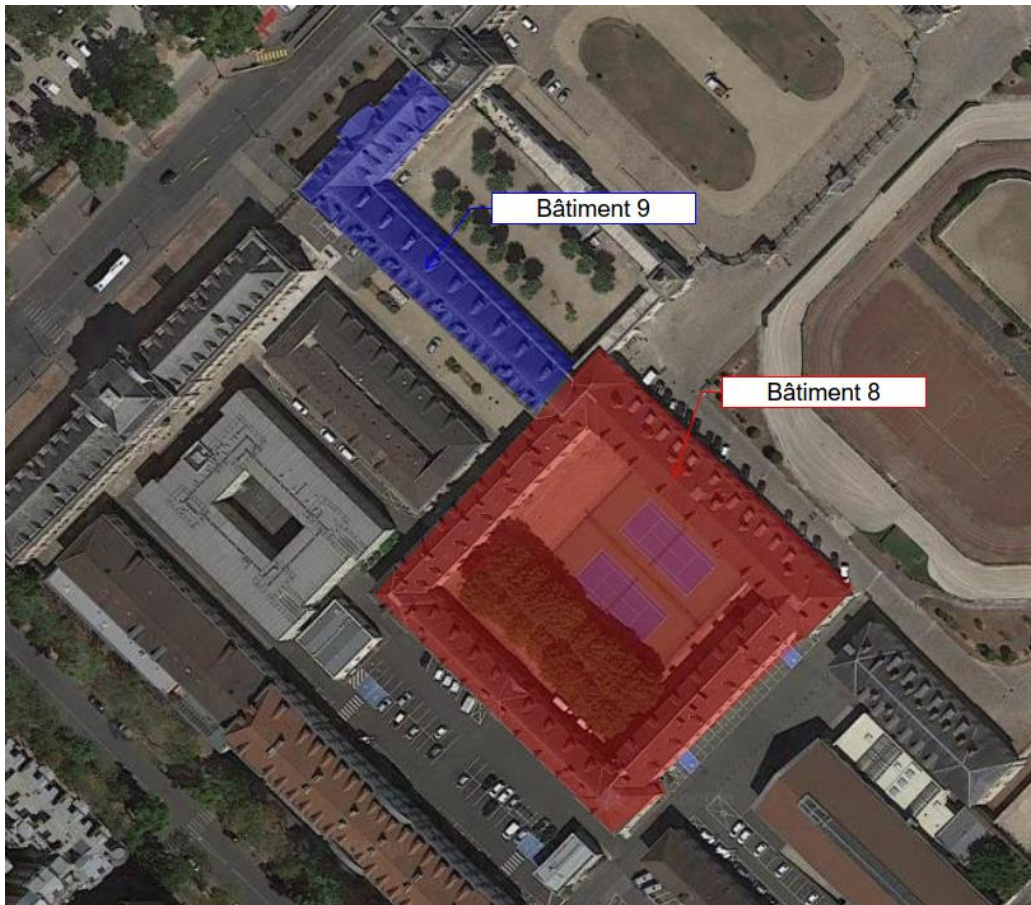


Au vu du caractère sensible du voisinage une attention particulière quant aux flux et aux contrôles des poussières sera nécessaire.

Le site dévolu aux travaux est en milieu urbain ; l'environnement immédiat du chantier étant composé des autres bâtiments de l'école militaires restant en fonctionnement. Une attention particulière sera prise par l'entreprise pour la gestion de cette contrainte.

Repérage bâtiments :

Bâtiments concernés par les travaux :



A.4 PHASAGE DU CHANTIER

Les travaux de désamiantage, de retrait d'ouvrages et de matériaux contenant du plomb et de curage seront réalisés préalablement à la réhabilitation des bâtiments 8 et 9.

La durée de la période de préparation est de 2 mois et inclut notamment la rédaction du plan de retrait des déchets amiantés, son dépôt et le délai d'instruction par les autorités compétentes.

La période d'exécution des travaux est de 5 mois et est phasée de la manière suivante :

- Bâtiment 9
- Bâtiment 8 aile Nord
- Bâtiment 8 aile Ouest
- Bâtiment 8 aile Sud
- Bâtiment 8 aile Est.

Le présent marché de travaux étant anticipé de 2 mois par rapport à celui du marché de réhabilitation, une coactivité pendant une durée minimale de 3 mois est à prévoir. Pour limiter les risques et impacts, le phasage suivi par ce dernier sera identique au présent chantier.

A.5 DOCUMENTS JOINTS A LA CONSULTATION

Selon Règlement de la consultation et notamment :

- Plans de de curage par niveau et par bâtiment
- Plans projet
- Rapports de repérage amiante avant travaux

Nom	N°	Date	Entreprise	Bâtiment concerné
Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti	ESIDIDF_ECOLE.DE.GUERRE_BAT.008_DAT V01	14/06/2024	AED Expertises	8
Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti	ESIDIDF_ECOLE.DE.GUERRE_BAT.009_DAT V01	26/06/2024	AED Expertises	9

- Rapports de repérage plomb avant travaux

Nom	N°	Date	Entreprise	Bâtiment concerné
Rapport de repérage du plomb avant travaux	ESIDIDF_ECOLE.DE.GUERRE_BAT.008_DAT V02	14/06/2024	AED Expertises	8
Rapport de repérage du plomb avant travaux	ESIDIDF_ECOLE.DE.GUERRE_BAT.009_DAT V02	26/06/2024	AED Expertises	9

- Constat de l'état parasitaire

Rapport n° Ministère des Armées 66656 28.10.21 T du 29/10/2021 de Adequat Environnement

A.6

ACCES AU SITE DE PARIS ECOLE MILITAIRE

1 - Contrôle primaire élémentaire (CPR)

Définition

Le CPR est une enquête administrative réalisée au début de la période de préparation du chantier (PP) ou durant la période d'exécution des travaux (TVX) au minimum 2 mois avant l'intervention d'un compagnon.

Responsabilité du titulaire TVX

Le titulaire du lot TVX doit retourner la demande de CPR en version scannée signée et en version modifiable joint d'un scan (recto-verso) de la pièce d'identité en cours de validité pour chaque compagnon amené à intervenir sur le chantier, sous-traitants compris.

Nommage des documents CPR

Le titulaire travaux s'engage à vérifier la complétude de chaque document et respecter le nommage des éléments susmentionnés comme suite :

- ☐ CPR modifiable « EDG-08-09-LOTX-ENTREPRISE-NOM-PRENOM-CPR »
- ☐ CPR signé et scanné « EDG-08-09-LOTX-ENTREPRISE-NOM-PRENOM-CPR-SGN »
- ☐ Pièce d'identité recto-verso* « EDG-08-09-LOTX-ENTREPRISE-NOM-PRENOM-PI »

* la pièce d'identité devra impérativement être en cours de validité. Permis de conduire non accepté.

Complétude du CPR

Toutes les cases devront impérativement être remplies y compris : l'année d'acquisition de la nationalité française, l'année d'arrivée en France, l'adresse mail et le numéro de téléphone.

La partie 1 "organisme demandeur" ne doit pas être renseignée.

Délai de traitement

Le délai de traitement d'un CPR est de 8 semaines maximum il est donc impératif d'anticiper les demandes et proposer un maximum de compagnons en cas d'absence (congé, maladie, etc.) ou en prévision d'éventuels refus.

En cas de non-respect du nommage, document manquant ou mal renseigné, le maître d'œuvre signalera automatiquement le rejet de la demande au titulaire travaux, sans précision du motif.

Aussi, en cas de non-respect général des consignes liées au CPR, le titulaire travaux ne pourra se prévaloir d'aucune circonstance, ni invoquer ce manquement pour justifier un retard dans l'exécution des travaux, il en demeurera pleinement et exclusivement responsable.

Validation des CPR

Le titulaire travaux sera informé par le maître d'œuvre du retour d'autorisation d'accès des équipes proposées selon le code couleur suivant :

- ☐ Vert : autorisé à intervenir sur les sites du MINARM.
- ☐ Orange : refus temporaire en attente de décision de l'Officier de Sécurité du site de Paris Ecole Militaire.
- ☐ Rouge : refus définitif d'intervenir sur un site du MINARM. Aucune justification sur le motif de refus ne sera communiquée par la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire travaux ne pourra en aucun cas arguer ce refus comme motif de licenciement du compagnon ni même retard dans l'exécution des travaux.

2 - Tableau de suivi des CPR et accès au site

Tableau de suivi

Le titulaire TVX devra renseigner et tenir à jour le tableau de suivi des accès pour les compagnons autorisés à intervenir sur le site de Paris Ecole Militaire. Le tableau de suivi sera mis à disposition par le maître d'œuvre sur la plateforme GED dédiée à l'opération.

Tout compagnon non renseigné dans le tableau de suivi, se verra refuser l'accès au site de Paris Ecole Militaire. Tout retard dans l'exécution des travaux lié au non-respect des consignes susmentionnées sera imputé au titulaire du lot.

Poste d'accueil et de filtration (PAF)

L'accès au site (livraisons et Hommes) se fera uniquement par l'accès P1 situé au 1 place Joffre 75007 PARIS. Afin de garantir un accès facilité au site, le flux majeur des compagnons devra se faire en jours ouvrés entre 7h00 et 8h00 (accès avant 7h00 interdit). Une pièce d'identité en cours de validité, hors-permis de conduire, sera demandée à l'entrée du site.

L'accès véhicule sera restreint aux véhicules inscrit au tableau de suivi et transportant du matériel nécessaire à l'exécution des travaux. Tout autre véhicule devra stationner en dehors du site de Paris Ecole Militaire aux frais de son possesseur.

B	LIMITES DE PRESTATIONS
----------	-------------------------------

Limites de prestations entre Maître d'Ouvrage (ses services techniques) et le titulaire du présent lot.

B.1 **REGLE GENERALE**

Les travaux n'interviendront qu'après libération des bâtiments par le Maître d'Ouvrage. Ce dernier se chargera également de récupérer avant les travaux tous les équipements, ouvrages et autres mobiliers pour ses besoins. Le solde restant sera enlevé par le présent lot dans la mesure où les équipements présents ne nécessitent pas de traitement particulier.

B.2 **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

L'Entreprise intervenant en marché de travaux anticipé par rapport à celui du marché de réhabilitation, celle-ci devra être autonome. Le titulaire prévoira donc toutes les installations de chantier nécessaires à la réalisation des travaux du présent lot, y compris le panneau de chantier.

B.3 **RESEAUX**

Les réseaux existants alimentant les bâtiments à déconstruire seront neutralisés avant déconstruction par les exploitants de réseaux concernés ou par les services techniques de l'établissement aux frais du Maître d'Ouvrage.

B.4 **LIMITES D'INTERVENTION**

Le titulaire du présent lot doit le désamiantage, le déplombage et le curage des bâtiments 8 et 9 avec pour exception :

- Les menuiseries extérieures des bâtiments,
- Les amphithéâtres existants de Bourcet (Bât 8 - RDC) et Desvallières (Bât 9 - RDC),
- Les sous-sols des bâtiments 8 et 9,
- Le côté Nord du bâtiment 9 selon limites d'intervention représentés sur les plans.

L'entreprise se reportera aux plans projet fournis au DCE.

C GESTION DES DECHETS

C.1 REGLE GENERALE

Sont considérés comme déchets amiantés tous les matériaux issus des travaux de retrait, ainsi que les déchets liés au fonctionnement du chantier : EPI (équipements de protection individuels), matériels, filtres, éléments de confinement, etc.

A ce titre, l'Entreprise prendra en charge dans le cadre du chantier, l'ensemble de ces déchets amiantés.

Avant tout démarrage des travaux, l'Entreprise remettra au Maître d'œuvre pour approbation une copie des certificats d'acceptation préalable (CAP) des déchets délivrés par les installations de stockage ou de vitrification des déchets, ainsi que les fiches d'identification des déchets.

Les CAP devront préciser :

- La nature des matériaux
- Le type d'amiante
- Les volumes et/ou poids estimés
- Les types et dimensions des conditionnements

Dans le cas où, en cours de chantier, la quantité de déchets produits dépasserait la quantité prévue sur les Certificats d'Acceptation Préalable, une demande d'extension devra être faite par l'Entreprise.

Tous les déchets devront :

- Être ramassés au fur et à mesure de leur production,
- Conditionnés dans des emballages conformes à la réglementation en vigueur,
- Évacués aussitôt que possible,
- Transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Ils devront être triés afin de différencier :

- Les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité
- Les autres déchets d'amiante

Dès leur production, les déchets devront être conditionnés dans un emballage étanche, étiquetés et rassemblés dans une zone de stockage provisoire, de manière à empêcher leur accumulation dans la zone de travail. Ils seront évacués dès que le volume le justifie. L'entreprise représentera la zone de stockage provisoire dans son plan de retrait qui sera soumis à validation du maître d'œuvre.

L'étiquetage réglementaire ne permettant pas de différencier la nature des déchets, il est demandé en outre d'identifier les emballages selon leur filière d'élimination.

La zone de stockage des déchets doit être d'une taille suffisante, balisée et sécurisée. Elle peut être compartimentée en fonction de la nature des déchets et de leur filière d'élimination.

Les déchets stockés dans cette zone restent sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

À l'issue des travaux, la zone de stockage temporaire des déchets sera dépolluée par aspiration et lavage après retrait des éléments de protection.

Avant évacuation des déchets l'entreprise procédera à la création des BSDA sur la plateforme Trackdéchets. Les BSDA seront soumis à signature du maître d'ouvrage et validation de la maîtrise d'œuvre avant la prise en charge par le transporteur.

Le transport des déchets amiantés sera réalisé par un transporteur disposant d'un agrément, selon la réglementation ADR, pour le transport de déchets contenant de l'amiante.

L'Entreprise se charge de toutes les sujétions assurant au Maître d'Ouvrage le traitement définitif de l'amiante et fournira tous justificatifs garantissant le transport et la prise en charge de ces déchets.

C.2 TRACKDECHETS

Conformément à l'article 1 du décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments, la transmission par voie dématérialisée des bordereaux de suivi de déchets dangereux s'impose depuis le 1 juillet 2022.

Dans le cadre de l'obligation réglementaire du producteur de déchets (Arrêté du 31 mai 2021), le SID impose dans le cadre du présent marché, d'utiliser le télé-service TrackDéchets pour l'ensemble des déchets (dangereux, non dangereux, inertes, terres excavées et sédiments) produits dans le cadre de l'opération.

La transmission des BSD doit être réalisée via la plateforme TrackDéchets, accessible à l'adresse suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Le titulaire du marché est désigné utilisateur de TRACKDECHETS.

L'édition et le suivi des BSD sur TrackDéchets doivent être réalisés par le titulaire du marché. Ce dernier doit, selon son statut, s'identifier comme :

- une entreprise de travaux de désamiantage (pour les BSDA),
- un courtier,
- un opérateur de collecte des déchets dangereux de fluides frigorigènes (pour les BSFF),

Si le titulaire n'a aucun de ces statuts, il s'identifie comme « Intermédiaire ».

L'entreprise titulaire du marché peut avoir le statut d'éco-organisme ou peut faire appel à un éco-organisme afin de gérer les déchets produits dans le cadre de l'exécution du marché. Ce dernier doit être identifié sur TRACKDECHETS. Si l'entreprise a le statut d'éco-organisme, elle s'identifiera directement en tant que tel. Si elle fait appel à un éco-organisme, elle devra l'identifier lors de l'édition au BSDD, en cochant la case « Un éco-organisme est responsable de la prise en charge des déchets » disponible sous le champ « Autre Numéro Libre (optionnel) ».

Le chargé d'affaire et le titulaire du marché devront se rapprocher du BPMRE (esid-ile-defrance.charge-env.fct@intradef.gouv.fr) afin de préciser les modalités d'organisation.

Les informations nécessaires à l'édition des BSDA, BSDD, BSD sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le titulaire veillera à respecter les règles de nommage définies par le SID.

Producteur de déchets	ESID IDF - (Le MOA n'est pas un particulier)
SIRET	13000190200167
Personne à contacter	Chargé d'environnement – USID de *
Téléphone	*
Mail	esid-ile-de-france.charge-env.fct@intradef.gouv.fr

Nom du chantier	N° Bâtiment – Objet Chantier – Nom du titulaire
Adresse du chantier	N° Rue, Rue, Code Postale, Ville
Pour les BSDD – N° Libre du BSD	N° département – USID – Emprise – Marché - N°BSD
Recours à un éco-organisme	Identification de l'éco-organisme après activation du champ « Un éco-organisme est responsable de la prise en charge des déchets »

* Ces éléments seront précisés lors des échanges entre le chargé d'affaire, le titulaire et le BPMRE.

Pour les Fluides frigorigènes, le titulaire, en s'identifiant comme « opérateur qui collecte des déchets

dangereux de fluides frigorigènes (ou autres déchets dangereux de fluides) lors d'opérations sur les équipements en contenant de ses clients » veillera à ajouter une « Fiche d'intervention » au BSFF, qu'il renseignera à l'aide du tableau ci-après. Il transmettra ensuite une copie du BSFF et de la fiche d'intervention complétée au BPMRE (esid-ile-defrance.charge-env.fct@intradef.gouv.fr) en précisant :

- le site de collecte,
- le numéro du bâtiment accueillant l'équipement,
- le nom du chargé d'affaire SID responsable du marché.

Détenteur du ou des équipements.	ESID IDF - (Le MOA n'est pas un particulier)
SIRET	13000190200167
Personne à contacter	Chargé d'environnement – USID de *
Téléphone	*
Mail	esid-ile-de-france.charge-env.fct@intradef.gouv.fr
Code Postal	N° Bâtiment – Nom de l'emprise - N° Rue, Rue, Code Postale, Ville

* Ces éléments seront précisés lors des échanges entre le chargé d'affaire, le titulaire et le BPMRE.

Pour les petites quantités de déchets (identifié par un même code déchet), l'entreprise titulaire éditera un BSD en s'identifiant comme « collecteur d'un bordereau de tournée dédiée (Annexe 1) ». Une fois le BSD validé, il devra créer l'ANNEXE 1 du BSD sous TRACK-DECHETS afin d'identifier le producteur du déchet avec les informations suivantes :

Emetteur	ESID IDF - (Le MOA n'est pas un particulier)
SIRET	13000190200167
Personne à contacter	Chargé d'environnement – USID de *
Téléphone	*
Mail	esid-ile-de-france.charge-env.fct@intradef.gouv.fr
Code Postal	N° Bâtiment – Nom de l'emprise - N° Rue, Rue, Code Postale, Ville
N° Libre du BSD (si l'ensemble des déchets appartiennent à l'ESID)	N° département – USID – Emprise – Marché - N°BSD
Recours à un éco-organisme	Identification de l'éco-organisme après activation du champ « Un éco-organisme est responsable de la prise en charge des déchets »

D	CLAUSES TECHNIQUES GENERALES
---	-------------------------------------

D.1 **CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entreprise titulaire devra avoir pris connaissance, par une visite approfondie du site :

- des ouvrages existants,
- de la nature, l'étendue et l'emplacement des travaux à réaliser,
- des caractéristiques des installations nécessaires à l'exécution des travaux, notamment les échafaudages,
- des possibilités de raccordement en eau et en électricité,
- des mesures de sécurité propres à l'édifice et aux conditions d'accès imposés,
- de la maîtrise des nuisances vis-à-vis des tiers : bâtiments voisins, activités du site, etc.,
- des accès et itinéraires obligatoires à emprunter, des gabarits d'accès définis par les portails et porches d'accès,
- des possibilités de stationnement et de manœuvre des camions d'approvisionnement et des engins de chantier,
- du maintien des accès et circulations de service,
- des possibilités de stockage aux abords du chantier,
- tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Les moyens matériels devront être adaptés en dimensions et en poids aux conditions d'accès et de circulation qui seront précisément définis à l'exécution.

L'entreprise titulaire devra prendre en compte que le site de l'École Militaire restera en activité pendant les travaux.

Nota : le fonctionnement spécifique du site de l'École Militaire impose la rédaction de demandes d'accès et feuilles de contrôle CPR pour chaque compagnon (voir les spécificités écrites lors des comptes-rendus de chantier).

L'entreprise titulaire prendra à sa charge toutes les mesures qui leur seront indiquées, conformément au C.C.A.P.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordée :

- a) Pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées.
- b) Pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.
- c) Pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- d) Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.
- e) Pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler le reste du bâtiment des nuisances (poussières). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.

Le maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tous éléments défectueux ou détériorés, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

Le titulaire ne pourra ainsi relever ultérieurement aucune réclamation ou demander de supplément pour difficultés inhérentes à la réalisation des ouvrages telles que : règlements, stationnement, accès au chantier, circulation, approvisionnement et stockage des matériaux ou tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues.

D.2 **CONNAISSANCE DU PROJET**

L'entreprise titulaire devra prendre une complète connaissance des documents graphiques et du cahier des clauses techniques particulières. Ces documents ont pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature et le relevé des ouvrages à réaliser, ils se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au maître d'œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres. Passé ce délai, les entreprises titulaires ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques.

Les plans et la description des ouvrages n'ont aucun caractère limitatif ; ainsi, l'entreprise titulaire est tenue de les compléter lui-même et de prévoir pour l'établissement de ses prix unitaires et forfaitaires, toutes les prestations à prendre en compte pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

Toutes les protections, continuités de service et ouvrages temporaires nécessaires à la mise en œuvre des objectifs à atteindre pour la réalisation des ouvrages conformément au projet ne pourront faire l'objet d'aucune compensation financière après signature du marché.

L'entreprise titulaire devra prendre en compte et suivre les informations et demandes inscrites au R.I.C.T. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au maître d'œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres. Passé ce délai, les entreprises ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur les montants de leurs prestations.

De même, aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

D.3 **NORMES ET REGLEMENTS**

L'entreprise titulaire d'un lot devra se référer tant en ce qui concerne la qualité des matériaux qu'aux conditions de leur mise en œuvre aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- les normes européennes et les Eurocodes,
- les normes françaises publiées par l'AFNOR,
- les documents techniques unifiés (DTU) établis par le C.S.T.B Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et d'une manière générale toutes publications de cet organisme (Cahier des charges, règles de calculs, spécifications, recommandations, guides, etc.),
- les diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état,
- aux divers Décrets et Arrêtés en vigueur,
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État, dans leur version la plus récente.

D.4 **EXECUTION DES TRAVAUX**

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de la maîtrise d'œuvre ou soumis à son approbation. L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

Les procédés et les techniques modernes d'exécution des travaux ne seront acceptés que dans la mesure où ils ne seront pas contraires aux techniques ou procédés nécessaires pour conserver aux édifices anciens leur structure et leur aspect.

D.5 **ORGANISATION DU CHANTIER**

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par le P.G.C. (Plan Général de Coordination) et au C.C.A.P.

L'organisation collective du chantier est définie conformément au CCAP, à la notice d'organisation de chantier et au PGC et soumettra au coordonnateur et au maître d'œuvre son plan d'organisation.

En complément des informations fournies par les C.C.T.P., les entreprises devront prévoir dans leur offre :

- tous les échafaudages, agrès et moyens de levage nécessaires à l'exécution de leurs travaux,
- toutes les protections nécessaires à la protection des ouvrages en place,
- tous les déchargements, manutentions, stockage des matériaux et matériel.

Le maître d'ouvrage assurera :

- les déménagements et réaménagements des locaux selon un calendrier adapté au planning des travaux.

Tous mobiliers et objets non récupérés par la maîtrise d'ouvrage au moment du démarrage des travaux, seront à considérer comme déchets à évacuer par les entreprises.

Le personnel de tous les corps d'état intervenants devra se conformer aux consignes suivantes :

- les horaires d'ouverture du site de l'École Militaire,
- l'obtention d'une carte de circulation (badge) auprès des services de sécurité,
- les contrôles des objets, paquets entrants et sortant de l'enceinte du chantier,
- l'instruction et l'obtention d'un contrôle primaire conformément au CCAP.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement des services de l'École Militaire ou encore entraver l'évacuation du personnel par les sorties de secours maintenues qui ouvriront dans l'enceinte du chantier.

Les cheminements sécurisés et balisés prévus devront toujours être dégagés sur toute leur largeur et longueur.

Dans le cadre du marché de travaux de réhabilitation des bâtiments 8 et 9, l'entreprise titulaire du lot 01 Installations de chantier - Gros-œuvre - VRD - Ascenseur (sous maîtrise d'œuvre Atelier AConcept/OTE) devra notamment l'aménagement des aires de chantier, la mise en place des clôtures de chantier et l'aménagement des locaux pour les personnels des entreprises intervenantes.

Ces installations de chantier seront mises à la disposition de l'ensemble des intervenants à l'opération et ce, pour toute la durée de l'opération.

État des lieux

Un constat de l'environnement extérieur des aires d'installations de chantier et intérieur des zones de bases-vies et d'intervention compris cheminements, sera dressé avant le début des travaux par le titulaire du lot 00 en présence du représentant du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Les zones intérieures sous conservation patrimoniale du bâtiment 9 pourront feront l'objet d'un constat par huissier.

Les frais du constat sont à la charge du lot 00 et comprendront le rapport et un dossier photographique dématérialisé. La maîtrise d'ouvrage sera en charge de mandater et financer l'huissier pour les éléments à conserver.

En cas de dégradation, l'entreprise responsable aura à sa charge financière les réparations et remises en état nécessaires.

Zones de cantonnement du personnel

La zone de cantonnement (vestiaires, réfectoires, blocs-sanitaires) sera installée à proximité du chantier dans la cour Berthier et suivant accord du Coordonnateur SPS, et du maître d'œuvre.

Ces locaux seront occupés par les personnels de toutes les entreprises amenées à intervenir sur la présente opération. Ils devront, pour cela, être dimensionnés en conséquence.

Ces locaux seront mis en place et aménagés par le présent lot pour ses propres besoins. Ils seront conformes aux normes et règlements en vigueur du point de vue de leur surface, de leurs équipements (tables, bancs ou chaises, armoires individuelles fermant à clefs, sèche bottes, etc.).

Les locaux seront ventilés, chauffés, éclairés et nettoyés quotidiennement.

L'ensemble des aménagements ainsi que la remise en état de la zone sont dus par le présent lot.

Les éventuels frais d'occupation de la voirie, et les demandes d'autorisation ainsi que leurs éventuels renouvellements et prolongations seront à la charge du présent lot.

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront également assurés par le présent lot.

Les frais d'abonnements et des consommations fluides seront à la charge du présent lot.

Zone de stockage et de chantier

Des zones de chantier et de stockage seront aménagées à proximité du chantier suivant plans et suivant accord du Coordonnateur SPS, et du maître d'œuvre.

Les éventuels frais d'occupation de la voirie et les demandes d'autorisation ainsi que leurs éventuels renouvellements et prolongations seront à la charge du présent lot.

Accès zone de cantonnement et chantier

L'accès au chantier pour le personnel, le matériel et les matériaux s'effectuera conformément aux instructions du maître d'œuvre.

Les détails de procédure seront présentés aux entreprises lors de la période de préparation. S'agissant d'un site militaire, les entreprises devront se conformer aux demandes spécifiques pour l'accès au site et la vérification administrative (contrôles primaires - CPR) de chaque compagnon devant accéder au chantier.

Les livraisons et les évacuations auront lieu aux horaires d'ouverture du chantier et devront être planifiées 24 heures à l'avance. L'entreprise devra se conformer aux protocoles de chargement/déchargement du site. Pour les livraisons importante type BV, la livraison devra être programmée et validée par le site plus au moins 72h avant intervention.

L'accès au chantier pour le personnel, les matériaux et le matériel se fera suivant les plans et instructions mises au point durant la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

Le présent lot devra la mise en place des installations provisoires et les protections nécessaires pour la réalisation de ses travaux.

Pour certaines manutentions spécifiques, des cheminements spécifiques seront étudiés par l'entreprise et soumis à l'acceptation de la maîtrise de l'ouvrage, du coordinateur SPS et du maître d'œuvre. Il est rappelé que l'École Militaire restera en activité pendant les travaux et ces manutentions ne devront pas perturber le fonctionnement du site.

Pour toute circulation sur le site en dehors de l'enceinte de chantier, un plan de prévention sera établi par la maîtrise d'ouvrage. Pour toute intervention spécifique au droit de zones pratiquées par les usagers, l'entreprise devra préalablement mettre au point une procédure particulière d'intervention à soumettre à l'approbation du CSPS, du COMILI du site, chargés de prévention, de la MOE et de la MOA.

Mesures d'organisation générale du chantier

Afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions, il est nécessaire de prévoir un ensemble de dispositions relatives à l'organisation générale des moyens qui devront être mis en œuvre.

L'entreprise titulaire devra, pendant la période préparatoire, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier et repérer les lieux.

L'approvisionnement des matériaux et du matériel nécessaires se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont à la charge de chaque entreprise.

Chaque compagnon devra avoir sur son gilet de travail les initiales "EDG" (Ecole de Guerre), afin d'identifier clairement les intervenants qui travaillent sur le chantier de l'Ecole de Guerre.

Panneau de chantier

L'entreprise titulaire du présent lot doit la fourniture et la pose d'un panneau de chantier réalisé en quadrichromie selon le modèle transmis par la maîtrise de l'ouvrage et posé sur une structure en bois et/ou métallique et devra comporter notamment :

- une photogravure avec texte élaboré par la maîtrise de l'ouvrage et la maîtrise d'œuvre,
- le numéro et la date de l'autorisation de travaux,
- l'intitulé et les coordonnées de l'opération,
- l'intitulé et les coordonnées des différents prestataires de la maîtrise de l'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, et de l'ensemble des entreprises avec l'indication du lot, le nom, l'adresse et les numéros de téléphone, l'adresse électronique.

Les caractéristiques des panneaux (texte, caractères, etc.) seront établies en étroite collaboration avec le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage et seront soumises à leur approbation avant exécution.

L'implantation sera soumise à l'acceptation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, et la localisation prévisionnelle est l'entrée du site de l'Ecole Militaire.

La prestation comprend :

- la fourniture du panneau,
- la pose et la fixation sur les profilés métalliques et/ou bois aux endroits indiqués par le maître d'œuvre,
- l'entretien du panneau compris les nettoyages de graffitis,
- la dépose en fin de chantier.

Le maître d'œuvre pourra exiger le remplacement du panneau détérioré aux frais exclusifs du présent lot.

Branchement en eau potable, distribution et évacuation provisoire de chantier

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes de l'établissement (depuis le local technique eau ou depuis un point d'eau à proximité) ou des espaces publics proches et comprenant :

- le piquage sur un départ mis à disposition par les services techniques de l'établissement ou par l'organisme Concessionnaire adéquat et responsable du secteur où se situent les travaux compris tous les ouvrages et accessoires nécessaires,
- la fourniture et pose de compteurs nécessaires de chantier,
- la fourniture et mise en place des canalisations provisoires, souples ou rigides, de diamètre approprié aux besoins du chantier, compris tous ouvrages et travaux nécessaires d'installation tels que supports, fixations, tranchées, remblaiement, regards, pompes de relevage, etc. pour alimentation et évacuation des installations provisoires de chantier et pour alimentation en eau nécessaire aux travaux,
- la fourniture et pose de robinets ou vannes de fermeture et de distribution avec nez fileté,
- la fourniture et pose de bacs à l'aplomb des robinets pour récupération des eaux vannes et des eaux usées, avec siphons, compris raccordement sur le réseau d'évacuation,

- les dispositifs nécessaires de protection contre le gel,
- l'entretien de l'ensemble de ces installations, compris intervention d'opérateur pour réparation,
- les remaniements et adaptations suivant nécessités lors de l'avancement des travaux, etc.,
- la dépose et le repli en fin de travaux, compris remise en état éventuelle si nécessaire.

L'ensemble des branchements en eau potable, distribution et évacuation provisoire de chantier, frais d'abonnements et de consommations des fluides provisoires de chantier, seront à la charge du présent lot.

Branchement en électricité, distribution et éclairage provisoire de chantier

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes mises à dispositions par la maîtrise d'ouvrage et comprenant :

Courants Forts :

- le piquage sur un départ mis à disposition par les services techniques de l'édifice ou par l'organisme Concessionnaire adéquat et responsable du secteur où se situent les travaux compris tous les ouvrages et accessoires nécessaires,
- la fourniture et pose des compteurs de chantier nécessaires, ainsi que la transmission du relevé de compteur à l'installation et des relevés mensuels,
- la fourniture et la mise en place d'une armoire de chantier divisionnaire compris disjoncteur et coupe-circuits pour protection et ligne provisoire qui ne devront en aucun cas gêner les travaux,
- la fourniture et mise en place de lignes provisoires, de section appropriée aux besoins du chantier compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, poteaux, fixations, tranchées, remblaiement, etc. pour alimentation des installations provisoires et pour alimentation d'un tableau de chantier à proximité des travaux,
- la fourniture et pose d'armoires de distribution compris coupe-circuits de protection, supports et fixations,
- la fourniture et pose de tableaux de chantier avec prises.,
- la fourniture et pose d'éclairages nécessaires pour l'ensemble du chantier par guirlandes, réglettes et projecteurs selon réglementations et besoins du chantier.

Pour l'ensemble :

- l'entretien de l'ensemble de ces installations, compris intervention d'opérateur pour réparation,
- les remaniements et adaptations suivant nécessités lors de l'avancement des travaux, etc.,
- la dépose et le repli en fin de travaux, compris remise en état éventuel si nécessaire,
- l'ensemble des frais d'abonnements et de consommations des fluides provisoires de chantier

Signalisation / Balisage

La mise en place et l'entretien de la signalisation et du balisage réglementaire :

- Panneaux d'interdiction au public ou personnes étrangères au chantier.
- Port du casque obligatoire.
- Panneaux de signalisation de circulations piétonnes, neutralisation de stationnement, à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement, également pour l'accès aux zones travaux et aux zones installations de chantier, et aussi pour les cheminements de véhicules chantier à l'extérieur de l'établissement.
- Balisages demandés par la direction de voirie et la ville de paris.
- Balisages nécessaires réglementaires.

La prestation comprend :

- l'entretien de l'ensemble de ces installations, pendant toute la durée des travaux,
- les remaniements et adaptations suivant nécessités lors de l'avancement des travaux, etc.,
- la dépose et le repli en fin de travaux, compris remise en état éventuelle si nécessaire.

Propreté et nettoyage du chantier / Environnement

Le nettoyage autour de la zone de cantonnement base vie, des zones de stockages et des accès.

L'entreprise est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier y compris les accès, et devra assurer le nettoyage après chacune de ses interventions au droit de la zone d'exécution des travaux et des agrès, et les manutentions des gravats ou résidus résultant de l'exécution de ses ouvrages.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entreprises auront été autorisés à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés immédiatement. Toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols lors des livraisons et manutentions.

Le complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le maître d'œuvre ou soit par le maître d'ouvrage.

Sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, appuyé de photos montrant le manquement de nettoyage, le présent lot sera chargé du nettoyage du chantier.

Ces nettoyages et manutentions seront impérativement compris dans le prix soumissionné.

En cas de non-exécution, un nettoyage sera assuré par une entreprise spécialisée et porté au compte du présent lot.

Toute dégradation des ouvrages existants liés à un mauvais entretien, dû à une protection insuffisante sera imputée au présent lot.

Entretien des voies du domaine public et du site

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs etc. devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté ; tout gravois, décombres, terres devront être immédiatement enlevés, balayés, lavés.

En cas de non-respect de ses obligations, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit de faire effectuer le nettoyage aux frais de l'entreprise responsable.

Lors de l'enlèvement des déchets par bennes, l'entreprise titulaire s'assurera qu'aucun élément du chargement ne puisse tomber sur la voie publique et prévoira, le cas échéant, un filet de contention.

Stockage des matériaux et matériels

Installations provisoires nécessaires pour le stockage des matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Les entreprises devront en tenir compte pour la gestion de ses approvisionnements et des calendriers.

D.6

NUISANCES

L'entreprise tiendra compte dans son offre de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires et liées à l'environnement du site concernant les nuisances, entre autres :

- des bruits des engins,
- des ondes vibratiles solidiennes,
- des poussières,
- des horaires de travail,
- etc.

Compte tenu des caractéristiques du site, l'entreprise devra, lors de son étude, tenir compte de tous les impératifs à respecter et les dispositions à mettre en place afin de maintenir les bruits de chantier dans les limites imposées par la réglementation en vigueur, voire de les minimiser. Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants. Les techniques de mise en œuvre choisies seront clairement explicitées avant début d'exécution et l'entreprise veillera tout particulièrement à s'y conformer.

Dans le cas où ces dispositions seraient insuffisantes, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander

à l'entreprise de renforcer ces dispositions, lesquelles seront le cas échéant implicitement comprises dans les prix des marchés.

Les installations de chantier seront strictement réglementées. Aucune dérogation ne sera tolérée et en particulier, les stockages pouvant causer des accidents sont formellement proscrits.

Le circuit d'accès au chantier sera défini dès le début de celui-ci en accord avec les services compétents.

En aucun cas les ouvriers ne devront y déroger. Cette circulation servira d'accès au chantier pour le personnel et l'approvisionnement en matériaux.

La liste des dispositions énumérées ci-avant n'est pas exhaustive. L'entreprise la complètera en tenant compte de la spécificité de ses travaux.

D.7 **TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB**

Au regard de l'ancienneté du bâtiment, la présence de couches sous-jacentes de peinture au plomb est quasi-certaine.

Ainsi, le titulaire du lot 00 doit prévoir toutes les mesures de protection qui s'imposent pour l'exécution de leurs interventions, dans le strict respect de la réglementation en vigueur. L'entreprise devra prendre en compte les rapports amiantes/plomb annexés au dossier.

L'entreprise est ainsi tenu d'appliquer rigoureusement la réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb. Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter l'ensemble des prescriptions de la notice P.G.C. établie par le coordonnateur S.P.S. : protection des personnes intervenantes, protections individuelles, collectives, protocole d'intervention de non-contamination, récupération des déchets et élimination en filière agréée, etc.

Ces dispositions seront obligatoirement incluses dans le prix de l'offre.

MESURES DE PREVENTION GENERALES ET PARTICULIERES

- Isolement partiel ou total des zones de travaux si besoin par fermeture des accès et/ou mise en place de barrières verticales en film polyéthylène de 200 µ au minimum, création de sas d'accès ou de zone tampon. Interdiction de circulation et des accès aux personnes non autorisées.
- Réduction de l'empoussièrement par pulvérisation, humidification avant, pendant et après les travaux.
- Protection des sols si nécessaire par molleton ou matériau équivalent pour éviter infiltration d'eau et glissade et réduire l'impact des gravats au niveau des interventions de déplombage.
- Tri des déchets avec mécanisation transport/stockage dans bennes bâchées dépendant de la filière d'élimination selon le protocole Trackdechets.
- Contrôle de l'empoussièrement au sol pour mesurer l'impact de la dissémination des poussières hors zones des travaux et nettoyages fréquents des zones.

Prévoir dans les cas particuliers suivants :

- dans le cas de démolitions et d'enlèvement par remplacement d'éléments, prévoir l'emballage en polyane des éléments démontés dégradés et manutention mécanique de préférence,

Les dépenses afférentes sont incluses dans le montant de l'offre du soumissionnaire, y compris toutes les installations provisoires d'isolement et de décontamination conformément aux dispositions réglementaires du Code du Travail.

Les prix du marché comprennent la mise en place des mesures de prévention propres à l'entreprise.

Chaque entreprise qui crée le risque par l'exécution de ses travaux aura à sa charge les mesures de traitement réglementaires de neutralisation ou de retrait et les dispositions (toutes fournitures comprises) de prévention collectives et individuelles. Les dépenses afférentes sont incluses dans le montant de l'offre de chaque entreprise, y compris toutes les installations provisoires d'isolement et de décontamination.

Aucune plus-value ne sera acceptée concernant les travaux réalisés en présence de plomb.

PLOMBEMIE DES TRAVAILLEURS

Chaque entreprise devra faire passer un examen sanguin à chacun de ses ouvriers lors de leur première arrivée sur le chantier afin de connaître le taux de plombémie de départ.

Les entreprises devront par la suite les examens nécessaires à un suivi régulier du taux de plombémie. En cas de taux anormalement haut, l'employeur sera tenu d'alerter la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ainsi que tout autre organisme compétent.

Nota : Les résultats sont sous le régime du secret médical, l'employeur n'est pas tenu de dévoiler le nom du (des) ouvrier(s) ayant un taux anormalement haut, ni même le taux lui-même.

D.8 TRAVAUX EN PRÉSENCE D'AMIANTE

Conformément aux dispositions et aux directives des Services de l'Inspection du Travail, de la D.D.T.E, de la sécurité sociale et de l'OPPBT, la prestation du lot concerné comprend, en cas de présence d'amiante :

- l'établissement du plan de retrait et diffusions aux organismes de prévention et de contrôle,
- les installations réglementaires telles que zones de confinement, sas et salles blanches selon le cas,
- le barriérage ou clôturage du bâtiment pendant les travaux de désamiantage et les panneaux normalisés signalant le danger "Amiante" entre autres,
- les équipements spécifiques (EPI) et les installations de chantier propres au lot,
- la dépose des éléments amiantes ou présumés amiantés (MCA friables et non friables),
- les manutentions et stockages temporaires dans zones clôturées et protégées,
- les mesures libératoires, tests à la lingette et le nettoyage de restitution des zones désamiantées,
- le repli des installations,
- l'enlèvement, le chargement et transport des déchets amiantés vers un centre agréé dans les conditions prévues par la loi et les règlements,
- la production de l'attestation du suivi des déchets et le procès-verbal de désamiantage qui sont à fournir au maître d'ouvrage.

L'entreprise devra prendre en compte les rapports amiantes/plomb annexés au dossier.

D.9 SUJETIONS D'EXECUTION

Les prix du marché sont déterminés en tenant compte des sujétions que comportent :

- o Les frais d'assurance obligatoire du chantier.
- o La nature particulière des travaux de restauration d'ouvrages anciens pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites et les anciennes.
- o L'obligation rigoureuse d'employer une main d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix.
- o Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées des ouvrages et les conditions de sécurité de l'ouvrage et des personnes.
- o Toutes les dispositions pour assurer la sécurité du lieu si celle-ci devait être menacée du fait de ses installations et ce sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.
- o Les entreprises remettront au responsable de l'édifice la liste des personnes travaillant sur le chantier. Ces dernières devront respecter le contrôle des accès imposé dans l'édifice.
- o Les frais résultant des obligations de l'entreprise titulaire concernant sa responsabilité, l'organisation et la police des chantiers conformément à l'article 31 du Cahier des Clauses Administratives Générales ainsi que de toutes dispositions des textes contractuels.

Il ne sera accordé aucune augmentation sur les prix en raison de soins particuliers ou difficultés de main-d'œuvre ou d'emploi de matériaux. En particulier, il ne sera rien payé tant pour le personnel que pour le matériel et les matériaux pour :

- o Le temps perdu en raison des difficultés d'accès, circulations, montages, relais, reprises de transport, quelle que soit la distance et la hauteur.
- o Les coltinages de répartition, quelle que soit la distance.
- o Les majorations horaires ou les frais spéciaux pour travaux minimes.
- o Les étalements, cintrages, chevalements et toutes protections nécessaires qui ne nécessitent pas de notes de calcul.
- o Les matériaux mis en œuvre "à façon" (matériaux de remplacement) dont la valeur réelle de la main d'œuvre est seulement due.

En raison de l'intérêt du remplacement des éléments anciens, des précautions seront à prendre durant leur maintenance et leur conservation en bon état jusqu'à la remise. Dans le cas de défectuosité normalement décelable, l'entreprise titulaire devra faire des réserves et informer le maître d'œuvre.

- o L'installation éventuelle, à la diligence de l'entreprise, d'échafaudages ou d'engins de chantier ; auquel cas, avant leur mise en place, les modèles, caractéristiques et plans devront être soumis, au préalable, à l'avis de l'architecte. Ces matériels devront être conformes à la réglementation et respecter les exigences formulées par l'Inspection du Travail, la Prévention des Travaux Publics, la Sécurité Sociale et les usages du site.
- o Les majorations horaires liées à l'exploitation de l'édifice et pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale du travail. Il en sera de même pour les travaux exécutés de nuit ou le dimanche, exception faite lorsque le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage fera une demande expresse écrite à l'entreprise.
- o Les frais de panier et déplacements divers qui doivent être compris dans les prix unitaires du détail estimatif.
- o Les frais d'installation concernant la lumière artificielle y compris la fourniture d'électricité ou autres procédés nécessaires à l'exécution des travaux, éclairage, marche des appareillages, qui demeurent à l'entreprise.
- o Les frais particuliers découlant de la situation sanitaire exceptionnelle due au COVID conformément aux règles départementales, aux mesures prises par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, au PGC et au guide de l'OPPBTP en vigueur à la date de signature du marché.
- o Les frais engendrés par la nécessaire coordination des entreprises avec les services ou prestataires chargés de la maintenance du site, pour les consignations, raccordements, etc.
- o Les frais induits par la préparation et le passage de la commission de sécurité et des services administratifs concernés jusqu'à l'obtention d'un avis favorable à l'ouverture au public de l'établissement, chaque entreprise étant responsable de la conformité réglementaire de la partie d'ouvrage qu'elle réalise.

L'entreprise est tenue d'établir un relevé graphique coté et un reportage photographique des ouvrages avant toute opération de démolition, dépose ou dégradation. Les travaux de démolition ne pourront commencer qu'après accord de l'architecte sur la conformité des documents et sur la nature des ouvrages à traiter.

Il produira également les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires pour la localisation des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire. Ces attachements seront cotés, datés et soumis au visa de l'architecte.

En cas de non-production des attachements en temps utile pour permettre de constater qu'ils sont conformes aux travaux exécutés, des estimations provisoires seront faites en accord avec l'architecte ; les attachements produits après les possibilités de contrôle ne seront pas reconnus. Les décomptes définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude, à chaque décompte devra être joint l'attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte.

Chaque entreprise a à sa charge tous les percements, scellements, décalfeutrements, bouchements, calfeutrement et raccords nécessaires à la dépose, pose et fixation de ses ouvrages sauf indication contraire aux clauses techniques propres à son lot.

D.10 TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur des petites fournitures et de l'outillage utilisé.

Le temps à dépenser sera reconnu par présentation d'attachements écrits précisant en jours et en heures le temps passé par les ouvriers de chaque catégorie et les quantités de matériaux et fourniture mis en œuvre. Ces attachements seront établis par l'entreprise titulaire qui devra les soumettre, en temps opportun, pour acceptation au maître d'œuvre.

D.11 AUTORISATIONS

Chaque entreprise procédera, auprès des organismes de sécurité, C.A.R.S.A.T., O.P.P.B.T.P., Inspection du Travail, aux déclarations réglementaires.

Il veillera à obtenir auprès des services administratifs et des services concessionnaires, les autorisations nécessaires à l'ouverture du chantier et à la réalisation des travaux prévus. Les copies de toute correspondance et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'œuvre. Le coût de ces autorisations, droit de voirie ou autres, est réputé inclus dans les prix unitaires du marché.

D.12 RESPONSABLE D'EXECUTION

L'entreprise titulaire désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du maître d'œuvre.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions et problématiques de chantier et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

En cas de remplacement du responsable d'exécution, remplacement provisoire pour cause de congés ou remplacement définitif, le maître d'œuvre devra être informé par écrit une semaine au préalable et le responsable devra être remplacé par une personne ayant les mêmes compétences et connaissant l'opération afin de pouvoir prendre toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération et des travaux. Pour ce faire, il devra déjà avoir participé, en accompagnant au moins pendant deux semaines le titulaire du poste pour toutes les interventions relatives à l'opération.

L'entreprise prendra également toutes les dispositions nécessaires pour l'encadrement de ses sous-traitants éventuels et le respect des délais d'étude et d'exécution qui leur incombent.

Les rendez-vous de chantier auront lieu à heures et jours fixés par l'architecte. Le responsable d'exécution sera obligatoirement tenu de participer aux réunions de chantier et de respecter les horaires.

D.13 PLANS D'EXECUTION - ETUDE DE DETAILS

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par le maître d'œuvre), l'entreprise doit, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tout document non listé mais nécessaire à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entreprise devra réaliser tous les relevés préalables nécessaires à l'établissement des plans d'exécution et à l'exécution des travaux et procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

La maîtrise d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

L'entreprise devra s'assurer d'une part sur place que les dispositions portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à réaliser dans le cadre du lot concerné, d'autre part, il devra s'entourer de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entreprise détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans du maître d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit à la maîtrise d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa de l'architecte suivant les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point au cours de la période de préparation.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa de l'architecte, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entreprise ; en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entreprise. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du 1er indice de diffusion de chaque document.

L'entreprise demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par l'architecte, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

L'entreprise doit également la justification, soit par le calcul, soit par des essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée.

En application de l'Article 29.1.5 du CCAG, l'entreprise ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du maître d'œuvre. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tout ordre pouvant survenir : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

Présentation des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront à fournir en format PDF et DWG.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés : fiches techniques et fiches de données de sécurité,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants.

Les plans du DOE produits par l'entreprise devront être élaborés selon la charte graphique du SID.

Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entreprise devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé,
- la liste des hypothèses de calculs,
- la liste des résultats,
- une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

D.14 **DELAI D'EXECUTION ET DEROULEMENT DES TRAVAUX**

L'attention des soumissionnaires est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entreprise à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation (durée 2 mois) :

- L'entreprise dressera son calendrier d'exécution des travaux, qui devra préciser l'enchaînement détaillé des tâches et s'intégrer dans le calendrier prévisionnel des travaux joint au présent dossier DCE. Ces documents deviendront contractuels et seront des pièces constitutives du marché.
- Sous 1 mois, l'entreprise rédigera et déposera aux autorités compétentes son plan de retrait des déchets amiantés.

Conformément au CCAP, un unique calendrier d'exécution détaillé notifié par ordre de service pourra se substituer à celui du DCE. Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable de l'OPC et du Maître d'œuvre, et modifié autant de fois que ces derniers le jugeront utile.

L'entreprise titulaire s'engage formellement :

- À respecter les décisions prises par le Maître d'œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise,
- À prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

D.15 **PROTECTION DES OUVRAGES**

Règle générale

L'entreprise titulaire doit prévoir, en accord avec le maître d'œuvre, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et notamment des éléments anciens à conserver.

Il devra la remise en état des lieux après son intervention (nettoyage, élimination des déchets et des poussières).

L'entreprise titulaire devra bien calfeutrer les ouvrages et protéger les angles saillants ou autre éléments sensibles (vitres notamment) lors des phases de travaux.

Il est fait obligation à l'entreprise de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie. Les moyens seront en nombre suffisant et seront disposés et présentés à l'architecte et au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS), notamment aux emplacements à risques.

Les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage ou comportant l'usage d'une flamme nue) doivent faire l'objet d'une entente préalable, appelée permis de feu, entre l'entreprise et le maître d'ouvrage ou son représentant.

L'entreprise doit prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, peintures etc.),
- d'entreposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,
- de stocker des liquides inflammables en dehors des locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public.

En cas de nécessité d'un permis feu, l'entreprise titulaire en fera la demande au maître d'ouvrage ou son représentant lors des réunions de chantier ; il oblige l'entreprise à se conformer aux prescriptions reprises dans le permis de feu et le rend responsable des risques encourus ainsi que des préjudices pouvant subvenir si l'autorisation n'est pas renouvelée ou respectée.

De ce permis découle, pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur ce chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie en nombre suffisant et disposés en accord avec l'architecte, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant.

Tout ouvrage par point chaud sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail et sera contrôlé avant que les ouvriers quittent le chantier.

Nota : Les permis feu journaliers seront à valider par le site, les entreprises devront se présenter quotidiennement à la cellule de prévention chargée du SSI du site de l'Ecole militaire - GSBdD (bâtiment 038).

Tous ouvrages, mobiliers adjacents aux zones d'interventions, seront à protéger soigneusement par encoffrements renforcés, à ossatures et panneaux bois, doublés de polyanes pour étanchéité aux poussières.

Ouvrages patrimoniaux découverts

Lors des travaux, si le personnel de l'entreprise découvre au cours de son intervention des ouvrages patrimoniaux (tout élément d'architecture significatif), il devra avertir immédiatement le maître d'œuvre (MOE). Ces éléments peuvent inclure, mais ne sont pas limités à, des corniches, moulures, arches, voûtes, ou tout autre détail architectural ou structurel présentant un intérêt patrimonial, historique ou esthétique. Cette information devra être transmise sans délai afin de permettre une évaluation adéquate de ces découvertes et, le cas échéant, leur prise en compte dans les décisions de conception, d'aménagement ou de conservation. Toute omission ou retard dans cette transmission engage la responsabilité de l'entreprise.

Protection des locaux patrimoniaux dans le bâtiment 9

L'intérieur du bâtiment 9 est classé au titre des monuments historiques. Un soin particulier a été apporté, en lien étroit avec la DRAC, pour statuer des modifications possibles.

L'entreprise titulaire du présent Marché devra se référer aux plans de curage et démolitions sur lesquels sont représentés les locaux et surfaces à conserver.

Après repérage sur site des ouvrages d'exception à protéger avec le maître d'œuvre, l'entreprise titulaire du présent marché devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration de ces ouvrages.

D.16

ORDONNANCEMENT ET COORDINATION GENERALE DES TRAVAUX

L'entreprise titulaire doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et C.C.T.P. de l'ensemble du projet en vue d'organiser, en accord avec le maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu, et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

Pendant la période de préparation, un phasage des travaux suivant le principe du zonage/organisation indiqué dans le DCE et un calendrier correspondant précis d'enchaînement des tâches seront établis par l'entreprise principale en concertation avec toutes les autres entreprises.

Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable du maître d'œuvre et modifié autant de fois que ces derniers le jugeront utile.

L'entreprise s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires en vue d'assurer la coordination des corps d'état, et d'harmoniser dans le temps et l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves selon les délais imposés dans le ou les contrats de travaux, l'entreprise mettra en application les diverses mesures d'organisation amenées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Un logiciel spécifique type GED RESOLVING ou équivalent, sera utilisé par l'ensemble des équipes MOE/MOA/CT/OPC, etc. afin de faciliter les phases DET/VISA et AOR, compris fourniture de tablettes au besoin par la société qui sera choisie pour la GED.

En tout état de cause, l'entreprise titulaire devra la coordination et le pilotage de ses sous-traitants, comprenant :

- L'ordonnancement, la planification et l'analyse des tâches élémentaires portant sur les études d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités
- La coordination, afin d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux
- L'application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Notamment pour :

Les études préliminaires :

- Établissement de planning d'exécution global de tous corps d'État en précisant les tâches
- Établissement des listes des documents
- Organigramme de tous les intervenants au stade de l'exécution des travaux
- Mise au point du processus de diffusion des informations et circulation des documents
- Inventaire des contraintes et formalités,
- Examen détaillé des pièces contractuelles

Préparation du chantier :

- Organisation du chantier avec tous corps d'État
- Mise au point des relations interentreprises
- Planification et coordination temporelle des études d'exécution des travaux et édition des diagrammes détaillés à barres

Exécution des travaux :

- Organisation générale et vie commune (liaisons avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, tenue à jour du journal, etc.)
- Contrôle des délais et tenue à jour des relevés d'intempéries et de l'État des effectifs
- Constat des retards et proposition de pénalités (les modalités d'exécution des pénalités de retard devront être établies en concertation avec l'OPC)
- Recalage des calendriers
- Préparation et coordination des réunions interentreprises

Réception :

- Planification des essais et réception technique et collecte des PV
- Assistance au maître d'œuvre pour les visites préparatoires à la réception et rédaction et

diffusion des observations

- Présence aux réceptions : Les entreprises (compagnons et chefs d'équipes compris) devront être présents sur le site jusqu'à la fin des levées de réserves afin de reprendre les réserves le plus efficacement possible
- Organisation, animation et contrôle de l'exécution des levées de réserves

D.17 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

Documents techniques contractuels

Pour l'exécution des travaux, l'entreprise titulaire doit se référer aux documents contractuels suivants :

- Les Normes Françaises et Européennes et Documents Techniques Unifiés (DTU)

Consistance des travaux

Les prestations à prévoir sont celles figurant au Cahier de Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les prix sont réputés complets et incluent toutes les sujétions mentionnées soit au C.C.A.P., soit au C.C.T.P., ainsi que celles dues à la situation géographique des travaux ou à toute autre cause. Les prix tiennent donc compte de toutes les sujétions particulières de cette opération.

Ils comprennent les frais découlant :

- du relevé des ouvrages existants,
- des prototypes et des échantillons demandés par l'architecte.

Les installations doivent être établies conformément aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident.

Chaque décomposition ou prix de bordereau représente une valeur complète d'ouvrage.

Les prix comprennent :

- les frais d'assurance obligatoire du chantier,
- toutes les protections des ouvrages conservés,
- tous les échafaudages nécessaires en complément de ceux prévus au lot 01, sans plus-value pour hauteur,
- les dessins d'exécution et les dessins d'atelier et de chantier,
- les études d'exécution et de détail pour les ouvrages singuliers,
- la fourniture, main-d'œuvre, matériels et toutes sujétions annexes nécessaires à l'exécution des travaux du présent lot, tels que définis au CCTP,
- les étalements nécessaires,
- les prototypes et les échantillons des matériaux, fournitures et produits fabriqués que l'entreprise compte utiliser conformément au devis descriptif,
- les implantations et tracés,
- la fourniture et la pose de tous les dispositifs de fixation,
- l'exécution des trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations,
- les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, etc.,
- tous les ouvrages annexes décrits ou non, mais nécessaires à l'achèvement des travaux, suivant les règles de l'art DTU, ...),
- la fourniture, le façonnage et la pose des matériaux, aux lieux et emplacements définis,
- la remise en état des ouvrages dégradés,
- l'élimination des déchets de chantier,

- le nettoyage et la remise en état des abords du chantier.

Seront également compris :

- la protection agréée ACQPA contre la corrosion des pièces métalliques,
- le traitement anticorrosion type "Rustol" ou équivalent des éléments métalliques conservés, produit à soumettre à l'approbation de l'architecte en cours de chantier,
- la protection insecticide et fongicide des bois,
- les articles de quincaillerie et accessoires de fixation en inox tels que : liens, étriers, boulons,, sabots, platines métalliques, etc.,
- les notes de calculs pour les entures,
- les dispositifs contre la chute des personnes pendant l'exécution des travaux (toutes fournitures et dispositifs de sécurité incluses).

Dispositions particulières d'exécution

L'ensemble des échafaudages extérieurs au droit des façades mis à la disposition de tous les corps d'état architecturaux MH est à la charge du titulaire du lot 05 Maçonnerie - Pierre de taille. L'ensemble devra répondre aux demandes des entreprises pour un bon déroulement du chantier. Les éventuels échafaudages spécifiques et nécessaires aux travaux d'un unique lot seront à la charge de celui-ci.

Les entreprises titulaires des autres lots devront prévoir la mise en place de toutes les installations complémentaires nécessaires à la bonne exécution de ses travaux (échafaudages complémentaires, planchers de travail, planchers de garantie, éclairage, étalements, goulottes, protections, etc.).

Les prix comprennent :

- les frais d'assurance obligatoire du chantier,
- toutes les protections des ouvrages conservés,
- tous les échafaudages nécessaires, sans plus-value pour hauteur,
- la fourniture, main-d'œuvre, matériels et toutes sujétions annexes nécessaires à l'exécution des travaux du présent lot, tels que définis au CCTP,
- les implantations et tracés,
- la fourniture et la pose de tous les dispositifs de fixation,
- l'exécution des trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations,
- tous les ouvrages annexes décrits ou non, mais nécessaires à l'achèvement des travaux, suivant les règles de l'art (DTU, ...),
- la remise en état des ouvrages dégradés,
- le nettoyage et la remise en état des abords du chantier,
- l'élimination des déchets de chantier.

Le maître d'œuvre aura toujours le droit de faire procéder inopinément, quand bon lui semblera et quel que soit le degré d'avancement des travaux, à tous prélèvements et toutes analyses, tant des matières premières livrées au chantier que les peintures mises en œuvre, faits aux frais de l'entreprise, par un laboratoire au choix du maître d'œuvre, sans préjudice des abattements à appliquer sur les travaux exécutés antérieurement, au refus pur et simple de ces travaux.

D.18

BILANS - PLANS DE RECOLEMENT - DOSSIER DOCUMENTAIRE DES OUVRAGES EXECUTES (DDOE)

L'entreprise titulaire fournira des bilans intermédiaires à chaque fois que la maîtrise d'œuvre en fera la demande, ils seront accompagnés des attachements écrits et figurés et des reportages photographiques, montrant les travaux avant et après exécution (notamment dans le cas d'ouvrages cachés).

Le jour de la réception des travaux, l'entreprise titulaire fournira le dossier des ouvrages exécutés et les plans de récolement, un rapport de restauration détaillé et un dossier photographique montrant le détail de chacune des phases de la restauration, les fiches techniques et de sécurité des produits, le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrages.

Les décomptes devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude, à chaque décompte devra être joint l'attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte. Dossier à produire par l'entreprise en 1 exemplaire papier (format A4) et 4 exemplaires numériques dématérialisés (clés USB). Les plans du DOE produits par l'entreprise devront être élaborés selon la charte graphique du SID pour la rédaction de leurs DOE finaux, compris intégration du nouveau logo qui sera fourni par la maîtrise d'ouvrage.

D.19

MODE DE MÈTRE DES TRAVAUX

DANS LE CAS DE MARCHÉ A PRIX FORFAITAIRES (DPGF)

Les quantités indiquées dans le bordereau de prix sont données par la maîtrise d'œuvre à titre indicatif et ne revêtent pas un caractère contractuel. Dans son offre, l'entreprise pourra, si elle le souhaite, modifier les quantités étant entendu que les quantités portées sur son offre seront considérées comme établies sous sa seule responsabilité. L'entreprise titulaire signalera clairement les modifications effectuées au maître d'œuvre dans un courrier qu'il joindra à son offre.

DANS LE CAS DE MARCHÉ A PRIX UNITAIRES (BPU)

Les quantités décomptées au MÈTRE LINÉAIRE s'entendent au mètre linéaire vu sans augmentation de longueur pour : jouées, amortissement, retours d'angles, recouvrements, jonctions, etc.

Les quantités décomptées au MÈTRE SUPERFICIEL s'entendent au mètre carré vu sans augmentation de longueur pour : jouées, amortissement, retours d'angles, recouvrements, jonctions, etc.

Les quantités décomptées au MÈTRE CUBE s'entendent au volume théorique en place, hors foisonnement, déblais avant remaniement, remblais après compactage.

Les quantités seront toujours mesurées en œuvre.

Les prix unitaires comprennent les incidences de chutes et déchets, l'élimination des déchets dans les conditions prévues ci-dessus.

Toute modification à une quelconque quantités entraînerait la nullité de l'offre.